



CÉCILE CUKIERMAN
Tête de liste Auvergne-Rhône-Alpes

Sécurité des circulations ferroviaires, la liste "l'Humain d'Abord, avec la gauche républicaine et sociale" interpelle le gouvernement.

Plusieurs incidents se sont produits ces derniers jours sur la région Auvergne Rhône Alpes mettant en cause la sécurité des circulations ferroviaires. Ce sont par exemple, la série de "deshuntage" et le mauvais état de la voie ferrée (des photos prises par les cheminots le démontre).

Pour mémoire, un "deshuntage" signifie que le train n'assurait plus la continuité électrique du circuit de voie, il a donc « disparu des écrans », ce qui peut provoquer l'ouverture des passages à niveau, le fonctionnement des aiguillages sous le train ou encore l'ouverture des signaux avec le risque d'une collision avec d'autres trains. C'est un incident extrêmement sérieux.

Nous exigeons que des études soient lancées en urgence pour une modification technique de ce matériel. Des solutions peuvent être trouvées en quelques semaines si la SNCF et les pouvoirs publics s'engagent sincèrement dans cette recherche.

Il serait intolérable que la Direction SNCF et les pouvoirs publics « profitent » de ces événements pour remplacer les trains par des cars sur des lignes jugées « non prioritaires » et laissent pourrir la situation.

L'éclatement de l'entreprise SNCF en 3 entreprises distinctes ne favorise pas le travail en commun. Nous en voyons ici toute la limite ! Mais il est encore possible de corriger le tir. Dans l'urgence, les candidat(e)s de la liste « l'Humain d'abord, avec la gauche républicaine et sociale » demandent à ce que les services concernés au sein de la SNCF travaillent ensemble pour trouver des solutions techniques garantissant une sécurité absolue. Ils demandent également que les constructeurs de matériel ferroviaires considèrent avec sérieux les défaillances des matériels roulants et modifient les systèmes du parc existant.

Pour notre liste, les vrais causes de ces incidents sont la conséquence de la question non réglée de la dette du ferroviaire. Comment faire de la sécurité, une priorité quand le message véhiculé dans l'entreprise SNCF et par la tutelle est : service public trop cher.

Il est regrettable qu'aucun gouvernement n'ait cru bon d'effacer la dette du système ferroviaire français comme cela a été fait à deux reprises en Allemagne ou même de répondre favorablement à la demande des régions de mettre en place le versement transports.

Plutôt que cela, le taux de T.V.A. dans les transports publics a été augmenté et un recul de l'écotaxe décidé (en Allemagne, l'écotaxe rapportera en 2015 : 4,3 milliards d'€uros).

Il faut rappeler au moment de la tenue de la COP 21 que le coût annuel de la pollution en France s'élève à 100 milliards d'€uros.

C'est en ce sens que les élus du groupe CRC au Sénat dont notre tête de liste, Cécile Cukierman fait partie, ont déposé une proposition de loi pour préserver et développer les transports ferroviaires régionaux

- permettant de maintenir et de développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité, sujet au cœur des préoccupations des élus régionaux et des habitants.
- Préconisant des mesures de recettes financières et l'abrogation des dispositions de la loi Macron qui libéralisent les transports par autocar.

Le 3 novembre 2015.

